Histoire de l'éducation

93 (2002)
Varia

Malie Montagutelli

RAVITCH (Diane). – *Left Back : A Century of Failed School Reforms*

New York : Simon & Schuster, 2000. – 555 p.

Avertissement
Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.
Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.
Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique
Malie Montagutelli, « RAVITCH (Diane). – *Left Back : A Century of Failed School Reforms* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 93 | 2002, mis en ligne le 15 janvier 2009, consulté le 03 mai 2013. URL : http://histoire-education.revues.org/937

Éditeur : ENSL
http://histoire-education.revues.org
http://www.revues.org

Document accessible en ligne sur :
http://histoire-education.revues.org/937
Document généré automatiquement le 03 mai 2013. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.
© Tous droits réservés

Malie Montagutelli

RAVITCH (Diane). – *Left Back : A Century of Failed School Reforms*

New York : Simon & Schuster, 2000. – 555 p.

Pagination de l'édition papier : p. 145-149

1 Diane Ravitch est bien connue aux États-Unis de tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de l'éducation et aux problèmes auxquels le système scolaire doit actuellement faire face. Elle a enseigné l'histoire de l'éducation au prestigieux Teachers College de l'Université Columbia et est aujourd'hui professeur à la non moins prestigieuse New York University. De 1991 à 1993, elle a servi comme conseiller auprès du secrétaire à l'Éducation à Washington, responsable du Bureau de la recherche au ministère de l'Éducation. Elle est l'auteur de nombreux livres[1]. Elle publie régulièrement des articles et des éditoriaux sur l'actualité du monde scolaire et participe à différents groupes de réflexion pour envisager des réformes, très nécessaires, en vue de l'amélioration de l'ensemble du système public. Diane Ravitch fait également de nombreuses conférences, non seulement aux États-Unis, mais aussi en Amérique latine, au Japon et en Europe de l'Est. En 1985, elle s'est rendue, en Pologne en qualité de conseiller à la demande du ministère de l'Éducation polonais ; en 1991, le gouvernement polonais lui remettait une médaille d'honneur en récompense de ses services.

2 Les positions défendues par D. Ravitch sont extrêmement controversées. Dans tous ses écrits, dans toutes ses interventions, elle défend inlassablement une éducation de qualité, la même pour tous les élèves, et la recherche de l'excellence. Ses ennemis critiquent son attitude conservatrice qui privilégie des programmes d'étude de type extrêmement classique comme étant la seule chance de succès. Dans le cadre des débats portant sur les moyens et les réformes capables d'améliorer l'instruction aux États-Unis, elle a abondamment écrit contre la prise en compte des revendications multiculturelles dans les programmes scolaires. En 1990, notamment, elle publiait un article dans la revue *The American Scholar*, dans lequel elle s'exprimait pour la sauvegarde du principe « E Pluribus Unum » (devise des États-Unis), en insistant sur le mot « Unum », et contre le danger de fragmentation, ce qu'elle appelait alors « E Pluribus Plures », qui menace, à ses yeux, la culture et la société américaines. Après quoi, une polémique s'était engagée dans les pages de cette même revue entre elle et Molefi Kete Asante, professeur d'études afro-américaines à la Temple University, qui l'accusait d'eurocentrisme. Elle a encore écrit des articles contre la discrimination positive, *affirmative action*, et l'enseignement bilingue pour les élèves non-anglophones.

3 Récemment, D. Ravitch s'est exprimée en faveur de la « déréglementation » des structures scolaires, pour que les établissements aient tous pouvoirs de décision affectant la qualité de l'enseignement qu'ils dispensent. Comme d'autres réformateurs, elle souhaite qu'ils soient tenus pour entièrement responsables des résultats obtenus par leurs élèves, de leurs succès comme de leurs échecs. Dans cette perspective, elle est particulièrement favorable aux nouvelles *charter schools*, ces écoles publiques ou privées qui passent un contrat avec l'administration centrale de leur district scolaire, définissant certains objectifs concrets qu'il leur faut atteindre dans une durée déterminée à l'avance et qui ne voient leur contrat d'exercice renouvelé que si les objectifs ont été effectivement atteints dans les délais impartis. Pour compléter cette déréglementation, il faut également, dans cette optique, donner la plus grande liberté de choix à tous les parents ; le système des *vouchers*, des bons distribués par le gouvernement fédéral, permet aux parents qui n'en ont pas les moyens de choisir, eux aussi, d'envoyer leurs enfants dans des institutions privées lorsqu'ils ne sont pas satisfaits des écoles publiques. Comme on le voit, ces principes de fonctionnement introduisent des notions de performance, d'efficacité, de rendement et aussi de concurrence, des notions propres à l'entreprise bien plus qu'au monde scolaire et à la transmission d'un savoir.

4 Diane Ravitch fait aussi campagne en faveur de l'établissement de critères d'apprentissage clairement définis et en faveur d'examens de niveau pour la certification des professeurs, en fonction d'exigences déterminées par chacun des cinquante États, dans un effort pour relever le niveau scolaire d'ensemble.

5 Le titre de son dernier ouvrage ne laisse planer aucun doute quant au jugement qu'elle porte sur l'efficacité des différentes politiques scolaires menées tout au long du XXe siècle (titre que l'on pourrait traduire par : « Laissés pour compte ; un siècle d'échec des réformes scolaires »). Ce livre est en effet essentiellement une réflexion sur les raisons de l'échec des réformes successives mises en œuvre par les éducateurs pour réaliser les objectifs qu'eux-mêmes, ainsi que les parents et l'ensemble de la société américaine, ont assigné à l'école. *Left Back*, est une lecture de l'histoire de l'éducation et de ses réformes dans la perspective des grandes questions relatives à l'éducation que la société n'a cessé de se poser : quels doivent être les objectifs de l'école et comment les atteindre ? D. Ravitch voit l'histoire de l'éducation au XXe siècle comme essentiellement influencée par une fracture entre, d'un côté, les partisans d'une éducation qualifiée au début du siècle de « libérale » ou « académique », classique, visant à transmettre une certaine idée de la culture, qui serait partagée par tous les Américains, une culture sans doute fondée sur les bases d'un eurocentrisme remontant aux origines de l'Amérique et, de l'autre, les partisans de l'école progressiste. Ces derniers engagèrent l'école, selon l'auteur, dans une direction qui est étrangère à sa vocation première, celle d'éduquer, en pensant qu'elle avait les moyens de résoudre les problèmes sociaux et politiques et que telle était sa mission sociale. Pour être en meilleure adéquation avec les besoins de la société, l'auteur montre comment les réformateurs progressistes mirent en place des filières, différents programmes censés être adaptés aux possibilités intellectuelles mesurées par les tests de Q.I., datant de la fin de la Première Guerre mondiale, ainsi qu'aux perspectives d'avenir des élèves. Les filières eurent un effet pernicieux essentiellement sur ceux qui étaient en apparence les moins doués et qui furent laissés pour compte et relégués dans des programmes de formation professionnelle ou, au mieux, dans des programmes intellectuellement moins exigeants que ceux que suivaient les futurs étudiants des universités. Les conséquences sociales de ces politiques scolaires s'avérèrent désastreuses essentiellement pour les pauvres, les immigrés et les minorités raciales.

6 L'analyse historique que présente l'auteur est donc faite au travers du prisme de la dichotomie qui a opposé les progressistes aux traditionnalistes. Les éducateurs progressistes croyaient que l'école devait donner aux élèves des outils d'apprentissage, les préparer à la vie en société et leur apprendre les responsabilités du citoyen ; selon l'auteur, ils n'ont fait qu'instaurer la médiocrité dans l'instruction américaine, cette médiocrité que chacun s'accorde aujourd'hui à déplorer. Quant aux traditionnalistes, les grands perdants dans ce conflit d'influence, ils prônaient un enseignement fondé sur la rigueur intellectuelle et un programme d'étude unique et classique, programme qui est celui que Diane Ravitch souhaite à nouveau voir adopter dans tous les établissements.

7 Pour pouvoir porter un jugement sur les thèses défendues dans cet ouvrage, il faut, d'une part, replacer ce dernier dans le débat qui s'est engagé aujourd'hui à propos de l'avenir de l'enseignement et, d'autre part, prendre en compte la réalité sociale propre aux États-Unis. En effet, la notion de culture normative est fortement contestée par les enseignants et par une société très diversifiée. Est-ce là la meilleure option pédagogique, en particulier en ce qui concerne les établissements des principaux centres urbains où les élèves, pour la plupart, appartiennent aux différentes minorités raciales et ethniques et sont souvent des non-anglophones ? De plus, la prise en compte de la question du financement des écoles est essentielle dans cette réflexion et D. Ravitch ne l'aborde aucunement. Or, dans ce système américain décentralisé à l'extrême, financé pour la majeure partie par de l'argent local (municipal et provenant des caisses de chaque État, l'État fédéral ne finançant les établissements scolaires que pour un peu moins de 7 % en moyenne), les écoles situées dans des zones défavorisées ne peuvent faire appel à aucune instance pour leur venir en aide en cas de difficultés financières. Le problème des écoles américaines, en réalité celui des écoles situées dans les zones défavorisées, les écoles implantées dans les zones suburbaines prospères

étant épargnées, est, semblerait-il, celui du manque d'argent davantage que celui d'un manque de compétence.

8 Cet ouvrage est une étude historique fortement engagée, que chacun appréciera donc selon sa propre sensibilité politique.

Notes

1 Diane Ravitch : *The Great School Wars : New York City, 1805-1973* (1974), *The Revisionists Revised* (1978), *The Troubled Crusade : American Education, 1945-1980* (1983), *The Schools We Deserve* (1985), *What Do our 17-Year Olds Know ?* en collaboration avec Chester E. Finn, Jr. (1987).

Référence(s) :

RAVITCH (Diane). – *Left Back : A Century of Failed School Reforms* – New York : Simon & Schuster, 2000. – 555 p.

Pour citer cet article

Référence électronique

Malie Montagutelli, « RAVITCH (Diane). – *Left Back : A Century of Failed School Reforms* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 93 | 2002, mis en ligne le 15 janvier 2009, consulté le 03 mai 2013. URL : http://histoire-education.revues.org/937

Référence papier

Malie Montagutelli, « RAVITCH (Diane). – *Left Back : A Century of Failed School Reforms* », *Histoire de l'éducation*, 93 | 2002, 145-149.

Droits d'auteur

© Tous droits réservés